11 avril 2022
Changement de stratégie

Ukraine : Un chef à la tête des forces d'invasion russes ?

Le Kremlin a désigné le général de l'Armée Alexandre Dvornikov comme commandant en chef des forces d'invasion russes en Ukraine. Il semble que ce poste n'avait pas été créé précédemment, ce qui sur le plan opérationnel était une erreur majeure.

Avec Alain Rodier

En effet, cette « opération spéciale » qui consistait à envahir un pays de 45 millions d'habitants et à liquider son gouvernement a été, jusqu'à maintenant un fiasco intégral car elle a été sous-estimée par le président Vladimir Poutine.

L'explication technique vient d'être donnée : le Kremlin considérait réellement cette invasion comme une « opération spéciale » mais pas comme une « guerre » (1) . Vraisemblablement mal informé par un entourage de courtisans aux ordres, le président Poutine semblait persuadé que tout allait être réglé en quelques jours. Il faut reconnaître que la prise de la

Crimée en 2014 par les « petits bonhommes verts » puis l'intervention surprise en Syrie en septembre 2015 s'étaient très bien passées avec des moyens militaires relativement limités. Ce sentiment de puissance et d'efficacité a certainement été trompeur. Poutine devait donc penser que tout pouvait être dirigé - via la chaîne hiérarchique habituelle - depuis Moscou. Le haut responsable militaire en charge des opérations était le chef des armées, le général Valery Gerasimov qui est officiellement toujours en place aujourd'hui.

Aucun état-major dédié ne devait donc être mis en place puisqu'il n'était pas question de « guerre ». Ce fut une erreur fondamentale car elle explique en partie les « dysfonctionnements » sur le terrain qui ont été constatés par tous les analystes.

Au départ cinq offensives lancées quasi indépendamment les unes des autres sans réelle coordination. Personne ne semblait savoir où était l'effort principal, même le Kremlin qui gérait la situation heure par heure.

La coordination des forces était, au mieux déficiente, au pire inexistante. Les moyens aériens ont été mal employés et ne sont jamais parvenus à obtenir la maîtrise du ciel qui était indispensable pour toute victoire terrestre.

La logistique a été totalement défaillante en raison de l'élongation des lignes mais surtout par une impréparation évidente. Si la soldatesque russe a parfois pillé les magasins (et sans excuser ces faits), c'est qu'elle avait simplement faim la logistique ne suivant pas.

Quant aux exactions et sans les excuser en rien, elles sont vraisemblablement la conséquence d'une troupe mal commandée et démoralisée par les défaites locales.

Cette période semble avoir vécu. Un chef a été nommé sans doute avec une mise en place d'un état-major « qui va bien ». Le général Alexandre Dvornikov, né en 1961, a rejoint l'Armée rouge en 1978. Il a été décoré de l'Ordre du mérite militaire en 1996 et, après un rôle de premier plan lors de la guerre en Syrie en soutien des forces de Bachar el-Assad, il a reçu le titre de héro de la Fédération de Russie. En 2020, le président russe Vladimir Poutine l'a promu au rang de général de l'Armée.

Point important : Dvornikov avait été désigné le 20 septembre 2016 comme commandant du district militaire sud qui englobe depuis 2014 la Crimée. Logiquement, c'est lui qui avait la responsabilité des fronts Sud. Ce sont eux qui ont remporté le plus de succès tactiques sur le terrain puisqu'ils ont vu à l'ouest la prise de la ville de Kherson, au nord celle de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, à l'est celle du port de Berdiansk puis le siège de Marioupol et enfin la jonction avec les forces venant du Donbass.

Dans tout conflit, le rôle d'un commandement unique est non seulement obligatoire sur le plan tactique mais aussi sur celui de la psychologie des combattants. Les noms de chefs militaires qui ont galvanisé leurs troupes reviennent en boucle comme celui du maréchal Gueorgui Joukov pour l'URSS.

À l'évidence, Poutine s'est rendu compte que son « opération spéciale » était une « guerre » et qu'il fallait revoir les méthodes et les moyens. C'est inquiétant pour l'avenir car les négociations ne semblent plus être vraiment à l'ordre du jour et la guerre risque de durer jusqu'à l'épuisement total d'une des deux parties.

1. Au même titre que les interventions en Crimée et même en Syrie ne sont pas considérées à Moscou comme des guerres mais comme des « opérations spéciales ».